

Face à la hausse des prix, les salaires, les pensions et les allocations doivent suivre

18,5 % d'augmentation en un an pour l'essence et le diesel, près de 50 % d'augmentation pour le gaz, 17% pour l'électricité... les prix de l'énergie augmentent considérablement. Et ce ne sont pas les seuls, les loyers, l'alimentation, tout augmente et vient grever le budget déjà serré des travailleurs.

Quant aux salaires, ils sont attaqués de tous les côtés, par la suppression des primes, les heures supplémentaires non majorées, ou carrément non payées. Et pour des dizaines de milliers de travailleurs, ils sont amputés depuis un an et demi par le chômage partiel « covid », qui continue à cause du manque de matière première et de pièces dans certains secteurs.

Les conditions de vie des travailleurs sont aussi détériorées par la charge de travail qui augmente sans cesse et qui devient de plus en plus insupportable. Tout cela entraîne l'augmentation des maladies professionnelles, comme les burn-out, les troubles musculo-squelettiques... ainsi que les accidents du travail.

Les bas salaires, la surcharge de travail, le manque d'effectifs permanent, c'est ce qu'ont dénoncé les travailleurs en grève chez Lidl, ceux de l'hôpital Jolimont à La Louvière, ceux du Petit Château, un centre d'accueil pour réfugiés à Bruxelles.

Et que fait le gouvernement ? Il annonce fièrement avoir bouclé son budget. Un budget qui prévoit plus de 3 milliards d'euros d'économies, en s'attaquant en particulier aux travailleurs de la fonction publique, ainsi qu'aux malades de longue durée qu'il voudrait remettre au travail plus vite sous peine de sanction.

En fait, l'ensemble du monde du travail est visé par les mesures gouvernementales. Mesures qui prévoient aussi d'élargir le travail de nuit au secteur du commerce en ligne et de rendre possible la semaine de travail de 4 jours. 4 jours de 9h30 de travail sous prétexte de garder du temps pour sa vie de famille et de lutter contre le burn-out ! Quel mépris pour les travailleurs ! Combien de jours pour se remettre de tels horaires ?

Les modalités de ces attaques doivent encore être discutées entre les « partenaires sociaux », c'est-à-dire entre les patrons et les syndicats, et s'ils ne se mettent pas d'accord, ce sera au gouvernement de trancher. Mais il n'y a rien à espérer de ces négociations. Rien de bon ne pourra en sortir pour les travailleurs. Sans mobilisation forte des travailleurs dans des grèves qui se généralisent, les syndicats n'ont aucun poids face à la volonté patronale.

Il faut se préparer à lutter. Les grèves chez Lidl, Fedasil, dans la chimie, à Jolimont montrent que tous les secteurs sont touchés par les attaques patronales et que les travailleurs de tous les secteurs peuvent réagir. Les travailleurs créent toutes les richesses, ils font fonctionner toute la société et pourtant c'est toujours l'intérêt d'une minorité de capitalistes qui domine tout.

Car les hausses de prix ne font pas que des malheureux. Les grands groupes pétroliers comme Total, Exxon, BP font chacun un milliard de dollars de bénéfices chaque mois ; les trusts pharmaceutiques et de la chimie s'enrichissent à milliard en profitant de la crise sanitaire et même les patrons de l'automobile augmentent leurs profits malgré le manque de pièces.

Eh bien ces profits devraient servir d'abord aux salaires, aux emplois, aux conditions de travail. Pour imposer cela il faudra des luttes déterminées de l'ensemble des travailleurs pour un objectif commun à tous : des salaires, des pensions et des allocations qui permettent de vivre.

Les augmentations de salaire conséquentes ont toujours été arrachées au patronat par des grèves massives et contagieuses. C'est parce que les travailleurs ont su se faire craindre du patronat qu'il a fini par délier les cordons de la bourse. Il n'y a jamais eu de sauveur suprême pour les travailleurs, et pas même pour obtenir des augmentations de salaire. Cela fait partie des combats qui sont devant nous !